

USA : Le privé a capturé le profit, le public avait pris le risque

Il existe un paradoxe que l'on évite soigneusement dans les débats européens sur la politique industrielle : les États-Unis, apôtres déclarés du capitalisme de marché, pratiquent depuis des décennies l'un des interventionnismes économiques les plus massifs du monde. Sauf qu'ils ne l'appellent pas ainsi. Et l'Europe, fascinée par le discours, a longtemps ignoré la réalité. Mais la leçon américaine que certains nous invitent à tirer de ce constat mérite d'être regardée de plus près. Car elle n'est pas celle que l'on croit.

Le « hidden developmental state »

Des chercheurs en économie politique ont forgé un concept pour désigner ce phénomène : le « hidden developmental state », l'État développeur caché. Derrière le discours libéral américain se cache une réalité tout autre, celle d'un État fédéral qui finance, oriente et structure l'innovation technologique à une échelle sans équivalent dans le monde occidental.

Ce n'est pas une théorie du complot. C'est de l'histoire économique documentée.

Ce concept est dû à l'économiste et sociologue Fred Block, qui l'a formalisé dans un article fondateur de 2008, « Swimming Against the Current : The Rise of a Hidden Developmental State in the United States » (Politics & Society, vol. 36, n°2). Block y montre que l'État fédéral américain a construit,

derrière le paravent de la défense nationale, un appareil d'intervention économique comparable dans ses effets à celui du Japon ou de la Corée du Sud.

Les acronymes qui ont changé le monde

Pour comprendre le rôle de l'État américain dans la technologie, il faut connaître quelques institutions clés.

DARPA, la Defense Advanced Research Projects Agency, a été créée en 1958 après le choc du lancement de Spoutnik. C'est elle qui a financé ARPANET, le réseau qui a donné naissance à Internet. C'est elle qui a développé le GPS. C'est elle qui a financé les premières recherches sur les interfaces tactiles.

La **NASA**, au-delà de la conquête spatiale, a structuré des filières industrielles entières : matériaux composites, miniaturisation électronique, logiciels embarqués. Des technologies nées pour envoyer des hommes sur la Lune se retrouvent aujourd'hui dans nos smartphones.

Les **NIH**, les Instituts nationaux de la santé, financent l'essentiel de la recherche biomédicale fondamentale américaine. Lorsque Moderna a développé son vaccin à ARN messenger contre la Covid-19 en un temps record, c'est sur des décennies de recherche publique qu'elle s'est appuyée. Le privé a capturé le profit ; le public avait pris le risque.

Le **Department of Defense** mérite sans doute une mention particulière. Premier acheteur technologique du monde, il entretient avec certaines entreprises des relations qui ressemblent moins à des contrats qu'à des rentes. Palantir en offre l'illustration la plus saisissante : en 2023, plus de 55 % de son chiffre d'affaires provenait de contrats gouvernementaux américains, principalement militaires et de renseignement. La société a décroché en 2022 un contrat de 823 millions de dollars avec l'armée américaine pour son système TITAN de ciblage sur le champ de bataille. Son modèle économique n'est pas celui d'une startup technologique : c'est

celui d'un prestataire d'État qui se finance sur fonds publics avant de valoriser ses capacités sur les marchés privés.

Elon Musk illustre le même paradoxe à plus grande échelle encore. **SpaceX** a reçu, depuis sa fondation, plus de 15 milliards de dollars de contrats fédéraux, dont une part substantielle de la NASA et du Pentagone. Tesla a bénéficié de milliards en crédits d'impôt fédéraux et subventions d'État. L'entrepreneur qui prétend aujourd'hui défaire l'État fédéral a construit sa fortune sur lui.

Un modèle national, pas supranational

Cette réalité a été théorisée de son côté par l'économiste italienne Mariana Mazzucato dans *The Entrepreneurial State* (Anthem Press, 2013, traduit en français sous le titre *L'État entrepreneur*, Fayard, 2020). Sa thèse complète celle de Block : l'État américain ne se contente pas de camoufler son interventionnisme, il en est le moteur premier, prenant en charge les risques de l'innovation que le secteur privé refuse d'assumer seul. La différence entre les deux lectures est précise : Block explique pourquoi ce rôle reste invisible ; Mazzucato argumente pourquoi il devrait être revendiqué.

C'est ici que la leçon américaine devient inconfortable pour ceux qui voudraient l'enrôler un peu trop rapidement au service de l'intégration européenne.

Le Pentagone est un acheteur national. La DARPA répond à l'intérêt national américain. Le CHIPS Act est une loi du Congrès américain, votée pour protéger la base industrielle américaine, avec des clauses **Buy American** explicites. Ce modèle n'est pas celui d'un marché intégré supranational entre États souverains qui auraient mis en commun leurs instruments : c'est celui d'un État unitaire qui mobilise librement sa puissance budgétaire au service de ses propres priorités stratégiques.

L'analogie correcte pour la France n'est donc pas

« construisons ensemble une DARPA européenne ». C'est une question plus simple et plus exigeante : pourquoi la France ne fait-elle pas, seule, ce que les Américains font seuls ?

La réponse est connue. Pas par manque de volonté exclusive, mais parce que le cadre juridique européen l'en empêche structurellement. L'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne interdit les aides d'État susceptibles de fausser la concurrence. La directive sur les marchés publics impose l'ouverture à la concurrence européenne, y compris pour des contrats à dimension stratégique. Le règlement sur les concentrations a bloqué la fusion Alstom-Siemens au nom de la concurrence intra-européenne, au moment précis où Pékin consolidait son champion ferroviaire national. Ce sont ces règles qui ont désarmé les États membres, pas leur incapacité à coopérer.

Le tournant américain de 2022 : une leçon que Bruxelles refuse d'entendre

Depuis 2022, les États-Unis ont abandonné toute ambiguïté. Le CHIPS Act alloue 52 milliards de dollars en subventions directes pour relocaliser la fabrication de puces sur le sol américain. L'Inflation Reduction Act consacre 369 milliards de dollars à la transition énergétique avec des clauses de préférence nationale explicites. Le projet Stargate engage 500 milliards de dollars dans l'intelligence artificielle avec une implication directe du gouvernement fédéral.

Ces lois violent frontalement les principes que l'Union européenne impose à ses propres membres. Un État membre de l'UE qui tenterait l'équivalent se verrait immédiatement notifié par la Commission pour aide d'État illégale.

L'Europe n'est donc pas en retard parce qu'elle n'a pas su se coordonner. Elle est en retard parce qu'elle a volontairement désarmé ses États au nom d'une doctrine concurrentielle qui n'a jamais été partagée par ses principaux compétiteurs.

Ce que cela exige

La vraie leçon américaine n'est pas un appel à davantage d'intégration européenne. C'est un rappel de ce que signifie la souveraineté technologique lorsqu'elle est prise au sérieux : la capacité d'un État à orienter ses commandes, à protéger ses filières, à financer ses risques, sans avoir à en demander l'autorisation à une instance supérieure.

Cette capacité, la France et les autres États membres de l'Union l'ont partiellement cédée. La récupérer ne passe pas par la construction d'une « souveraineté européenne », formule commode qui ne désigne le plus souvent qu'un transfert supplémentaire de compétences vers des institutions qui ont fait de la neutralité concurrentielle leur raison d'être.

Elle passe par une révision en profondeur du cadre juridique européen : révision du régime des aides d'État pour autoriser explicitement les commandes publiques stratégiques, clause de sauvegarde technologique dans les marchés publics, reconnaissance du concept d'infrastructure critique nationale soustrait aux règles de concurrence ordinaires.

Ce sont des réformes que des États souverains peuvent exiger. C'est une tout autre ambition que de se lamenter de la fragmentation européenne comme si elle était une fatalité naturelle plutôt que le résultat de choix juridiques erronés et précis, effectués à des moments précis, par des hommes qui croyaient sincèrement, ou prétendaient croire, que le marché suffirait.

Cela n'a pas suffi, hélas.
